

Genève, le 20 avril 2004

Note d'information no 6

## **DEVELOPPEMENTS AUTOUR DU COTON**

Contenu :

- Négociations à l'OMC
- Conférence de presse de Robert Zoellick
- Discours de Romano Prodi
- Réformes européennes
- Séminaire OMC à Cotonou
- Etudes nouvelles et/ou en cours
- Activités des ONGs
- Divers

### **Négociations à l'OMC**

Au sein de l'OMC, les discussions autour de l'agriculture ont repris – de manière formelle et dans des réunions informelles - du 22 au 26 mars, sous la houlette du nouveau président de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture, Tim Groser. Ces discussions ont principalement débouché sur un calendrier de travail. D'abord, les pays membres de l'OMC se sont mis d'accord sur le fait de trouver d'ici à la pause estivale un accord sur le cadre des négociations agricoles (mais sans modalités ou nombres précis, qui devraient suivre dans une seconde phase). Ensuite, ils ont retenu quatre sessions de négociations : 20-23 avril, 2-4 juin, 23-25 juin et 14-16 juillet 2004. Les discussions de mars ont également tourné autour de la question de l'accès aux marchés, qui semble représenter une pierre d'achoppement au stade actuel des travaux.

Par ailleurs, lors d'une conférence de presse du 22 mars, le Commissaire européen à l'agriculture, Franz Fischler, a exprimé la volonté de l'UE de discuter de l'élimination totale des subventions à l'exportation, pas seulement concernant les produits d'intérêt pour les pays en développement. De son côté, lors d'un point de presse du 25 mars, le négociateur américain pour l'agriculture, Allan Johnson, a souligné que les Etats-Unis ne pouvaient entrer en matière sur la réduction des soutiens aussi longtemps que les pays en développement ne diminuent pas substantiellement leurs tarifs douaniers en matière agricole. Les 4 pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre co-auteurs de l'initiative sur le coton (Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad) pourraient ainsi en déduire qu'ils pourraient améliorer les chances de leur initiative en obtenant de la part des pays en développement plus avancés une réduction de leurs droits de douane sur les importations de coton des pays africains.

Par contre, les pourparlers n'ont pas touché à la question du coton. La raison était que les représentants africains n'étaient pas présents à Genève (cf. ci-dessous). Les représentations africaines étant limitées en nombre, elles n'ont pu défendre simultanément leurs intérêts, à la fois à l'OMC à Genève et au séminaire de Cotonou. La question du coton avait cependant été abordée

lors de la réunion à haut niveau à Mombasa (Kenya), le 19 février dernier, entre quelques Ministres du commerce africains, la CE, les USA et le Directeur Général de l'OMC, Supachai Panitchpakdi.

### **Conférence de presse de Robert Zoellick**

Le Représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur, Robert Zoellick, s'est exprimé à Genève devant la presse, le 20 février dernier<sup>1</sup>. A la suite d'une question sur le coton, Zoellick a détaillé la position américaine. Sa réponse apporte un élément nouveau, important pour les pays africains. Pour ce qui est des mesures de soutien domestique, Zoellick soutient l'idée d'introduire des limites maximales par produit. Cela voudrait dire que, pour le produit "coton", il y aurait dorénavant une limite au-delà de laquelle les pays n'auraient plus le droit de subventionner – alors que jusqu'ici la limite ne concerne que l'ensemble des soutiens agricoles. Aussi, Zoellick dit ouvertement que, pour le coton, les USA pourraient aller au-delà des coupes négociées pour les autres produits - pour autant que les coupes spécifiques au coton soient intégrées dans un paquet d'ensemble, accepté par tous les pays membres de l'OMC. Ce paquet doit de toute évidence aussi inclure les deux autres dimensions des négociations agricoles: une élimination des subventions à l'exportation (à une date à négocier) et une baisse substantielle des tarifs sur le coton (les USA exigent une telle baisse surtout de la part des pays qui ont des tarifs relativement élevés - tels que certains pays asiatiques, qui protègent ainsi leur propre production de coton - et qui sont destinés à devenir de plus en plus les principaux fabricants de textile, donc importateurs de coton, dans le monde, suite à la fin de l'Accord multi-fibres).

La réponse de Zoellick est constructive et démontre que les Etats-Unis ont décidé de changer, si ce n'est leur position sur le fond, en tout cas leur stratégie. Ainsi, les Etats-Unis admettent, d'une part, la possibilité de négocier des modalités spécifiques pour le coton. D'autre part, ils démontrent une volonté d'accepter des engagements plus importants pour le coton. Ces deux éléments ont été relevés par les 4 pays co-auteurs de l'initiative dans leur réponse à Zoellick de début mars dernier.

### **Discours de Romano Prodi**

Le Président de la Commission Européenne, Romano Prodi, s'est adressé au Sommet extraordinaire de l'Union africaine à Syrte (Libye) le 27 février dernier. En relation avec la réforme de la politique agricole commune, il a affirmé à la fin de son discours<sup>2</sup> que l'Europe voulait être encore plus ouverte aux exportations africaines. Il a proposé de supprimer toutes les subventions qui nuisent aux exportations africaines et a affirmé que l'Europe s'engageait à supprimer toutes les subventions relatives au coton (« on cotton, we are firmly committed to removing all subsidies »).

Il y a de toute évidence une différence entre ce discours officiel politique du Président de la Commission et les propositions de réforme beaucoup moins ambitieuses que cette même Commission propose à ses membres.

---

<sup>1</sup> <http://www.usmission.ch/press2004/0223Zoellick.htm>

<sup>2</sup> [http://europa.eu.int/rapid/start/cgi/guesten.ksh?p\\_action.gettxt=gt&doc=SPEECH/04/104/0/RAPID&lg=en&display=](http://europa.eu.int/rapid/start/cgi/guesten.ksh?p_action.gettxt=gt&doc=SPEECH/04/104/0/RAPID&lg=en&display=)

### **Réformes européennes**

Concernant le deuxième paquet de réformes agricoles (tabac, huile d'olive et houblon cf. note no 4 du 28 novembre 2003), les 4 pays africains ont envoyé en mars dernier une lettre conjointe à l'attention des Ministres du Commerce, de l'Agriculture et de la Coopération au Développement des quinze pays membres de l'UE. Ils attirent leur attention sur le fait que la réforme proposée par la Commission Européenne (découplage à 60%) risque de ne pas atteindre les effets voulus, c'est-à-dire la diminution de la production de coton en Europe et préconisent un découplage à 100%.

Quant au Parlement européen, il s'est réuni début mars et a émis son opinion concernant les propositions de réformes relatives au coton ainsi qu'au tabac, à l'huile d'olive et au houblon. Pour le coton spécifiquement, les Parlementaires ont lancé un appel pour que le découplage du soutien interne soit réduit à 20% (au lieu des 60% proposés par la Commission) et pour que les réformes n'entrent en vigueur qu'en 2007 (au lieu de 2006). Cependant, la Commission ne semble pratiquement pas avoir pris en compte les propositions du Parlement et a donc soumis sa proposition originale pour la session plénière du Conseil européen des Ministres de l'Agriculture des 22 et 23 mars dernier. Ce Conseil, qui est l'organe devant adopter la nouvelle réglementation, a débattu du sujet mais n'est pas arrivé à un consensus. Il existe apparemment encore de fortes divergences de vues entre les pays membres, notamment entre les pays producteurs de coton et les autres. Ainsi, une décision devrait être prise lors de la session spéciale, prévue les 19 et 20 avril prochain (ou éventuellement lors de la session formelle du 26 avril).

### **Séminaire OMC à Cotonou**

Les représentants africains ont assisté au séminaire régional africain sur le coton organisé par l'OMC à Cotonou du 23 au 24 mars 2004 (mêmes dates que les négociations sur l'agriculture). Les participants invités au séminaire de Cotonou étaient 30 pays africains producteurs de coton, 18 institutions multilatérales, le Canada, la Chine, la Commission européenne, les Etats-Unis et le Japon. L'objectif de ce séminaire, centré sur l'aspect « développement », était d'approfondir les questions d'assistance technique et financière en faveur du coton, les questions commerciales devant être traitées dans le cadre formel des négociations de Doha. Lors de son discours d'ouverture, le Directeur Général de l'OMC a soutenu l'inclusion du coton dans le cadre des négociations agricoles.<sup>3</sup> Les conclusions détaillées du séminaire se trouvent sur le site internet de l'OMC<sup>4</sup>.

Selon certains échos, le séminaire s'est déroulé dans une ambiance de dialogue et de bonne volonté. Par contre, les résultats du séminaire semblent peu concrets. Les participants des pays industrialisés auraient été déçus par le manque de demandes précises de la part des participants africains, alors que ces derniers n'auraient pas reçu de nouveaux engagements fermes en matière

---

<sup>3</sup> [www.wto.org](http://www.wto.org) > The WTO > WTO secretariat > Director General > Speeches/statements > speech du 25.03.04

<sup>4</sup> [www.wto.org](http://www.wto.org): Document OMC WT/L/564 du 30 mars 2004

d'aide au secteur du coton. A l'exception de la CE, qui a présenté son nouveau partenariat UE-Afrique sur le coton, les autres pays industrialisés et organisations multilatérales auraient surtout souligné les efforts de coopération existants.

### **Etudes nouvelles et/ou en cours**

- 1) Etude de la Banque mondiale<sup>5</sup> : les potentiels de développement du secteur textiles et vêtements en Afrique de l'Ouest et du Centre

Cette étude, qui n'est qu'au stade de projet, met en évidence les potentiels (forces et opportunités) et désavantages (faiblesses et menaces) liés à la transformation du coton dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. L'étude conclut qu'il existe un certain potentiel pour cette activité dans cette région, mais que ce processus ne sera ni facile, ni rapide.

- 2) Etude ODI<sup>6</sup> : "Understanding the impact of agricultural and trade policies on developing countries and poor people in those countries – piloting an approach with cotton"

Cette étude est menée actuellement par ODI, un institut de recherche britannique spécialisé dans les questions de développement, et n'est donc pas achevée. L'un des résultats de cette étude démontre que les subventions européennes sur le coton, bien que moins importantes que celles octroyées par d'autres pays, ont un impact négatif disproportionné sur les pays africains. Les simulations de cette étude font état d'une augmentation de la production et des exportations pour l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre en cas d'élimination de subventions.

### **Activités des ONGs**

- 1) Oxfam<sup>7</sup> : "White Gold Turns to Dust"

Cette étude d'Oxfam datant de mars 2004, propose d'abord un aperçu des faits marquants de l'initiative coton. Oxfam recommande ensuite une réforme des politiques liées aux subventions sur le coton aux USA et dans l'UE qui tiennent compte des intérêts des pays de l'AOC, tout en compensant les pertes de leurs producteurs. L'organisation préconise pour l'instant le maintien du coton hors des négociations agricoles. L'aide est bienvenue, mais elle doit être ciblée (pour la promotion de valeur ajoutée par ex.) et ne doit pas être soumise à conditions (changement de position sur l'initiative par ex.) ni devenir contre-productive.

---

<sup>5</sup> [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

<sup>6</sup> Cette étude, son annexe statistique et un sommaire sont publiés sur le site Internet du Overseas Development Institute/ODI, [http://www.odi.org.uk/iedg/cotton\\_report.html](http://www.odi.org.uk/iedg/cotton_report.html)

2) CAFOD / CIDSE / Caritas Europa<sup>8</sup> : “ Reform of the EU Cotton Regime”

Ce document dénonce l'impact significatif et mesurable des subventions européennes sur le coton. Il démontre que la proposition de la Commission de découpler 60% des mesures de la production au coton n'aura qu'un effet marginal sur le niveau de production de coton et encourage l'UE à découpler à 100% pour que sa réforme européenne ait un effet favorable sur le développement de nombreux pays parmi les moins avancés.

3) Maurice Oudet<sup>9</sup> : « Le poids du Commerce international sur les paysans africains »

Ce livre a pour objectif de faire entendre la voix et les revendications des paysans en relation avec le commerce mondial, tels que des prix rémunérateurs et stables pour les produits agricoles, la suppression des subventions des USA et de l'UE à leurs producteurs de coton, riz, sucre, ... et la reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire.

**Divers**

L'UEMOA<sup>10</sup> a publié sur son site internet une brochure intitulée « Le coton n'est plus de l'or blanc » qui traite des questions du coton en rapport avec les négociations à OMC. Si vous souhaitez l'utiliser sur votre propre site, veuillez nous contacter directement.

**Pour plus d'information, veuillez contacter**

IDEAS Centre, 10 rue de l'Arquebuse, CH - 1004 Genève

téléphone +41.22.807 17 40, fax +41.22.807 17 41

e-mail : nicolas.imboden@ideascentre.ch

natacha.bogorad@ideascentre.ch

En fonction des actualités, nous vous transmettrons régulièrement notre note d'information relative à l'initiative en faveur du coton à l'OMC. Nous vous sommes reconnaissants de nous informer lorsque vous entreprenez des activités liées à cette question.

IDEAS Centre est une organisation à but non lucratif spécialisée dans la problématique commerce et développement. Elle soutient notamment les pays en développement dans les négociations liées à l'Organisation Mondiale du Commerce. Elle est présidée par Arthur Dunkel (ancien Directeur général du GATT) et dirigée par Nicolas Imboden (ancien négociateur suisse durant l'Uruguay Round).

---

<sup>7</sup> [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

<sup>8</sup> [www.cafod.org.uk](http://www.cafod.org.uk), [www.cidse.org](http://www.cidse.org), [www.caritas-europa.org](http://www.caritas-europa.org)

<sup>9</sup> [www.abcburkina.net](http://www.abcburkina.net)

<sup>10</sup> [www.uemoa.int](http://www.uemoa.int)